



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 septembre 2010  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Quinzième session

Point 6 de l'ordre du jour

### Examen périodique universel

## Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel\*

### Kiribati

Additif

### Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements exprimés ou réponses de l'État examiné

---

\* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

## Réponses de Kiribati aux conclusions et/ou recommandations

1. Kiribati prend acte avec intérêt des recommandations qui lui ont été faites le 3 mai 2010 dans le cadre de l'Examen périodique universel. Après les avoir étudiées attentivement, elle a le plaisir d'y apporter les réponses ci-après. Kiribati croit comprendre que les réponses à chacune de ces recommandations figureront dans le rapport final qui sera adopté par le Conseil des droits de l'homme à sa quinzième session, en septembre 2010.

### A. Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et autres

2. Kiribati a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant en décembre 1995, avec des réserves concernant les paragraphes b), c), d), e) et f) de l'article 24. Elle a ratifié en avril 2004 la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes pour laquelle elle met actuellement la dernière main à son rapport initial, qu'elle devrait soumettre à la fin de 2010.

3. Vu le manque de capacités et de ressources, Kiribati a dû adopter une approche prudente en ce qui concerne la ratification d'instruments internationaux ou l'adhésion à ces instruments. L'obligation de faire rapport sur l'application de nombreux instruments internationaux représente une charge particulièrement lourde pour un pays dont les capacités et les ressources sont très limitées.

4. Kiribati est consciente de l'importance d'harmoniser sa législation avec les instruments internationaux auxquels elle est partie; les progrès à cet égard se poursuivent en fonction des difficultés rencontrées.

5. Kiribati aura besoin de l'aide de la communauté internationale pour s'acquitter de son obligation de faire rapport et pour avancer dans les nombreux domaines considérés comme importants.

6. Recommandation 66.1<sup>1</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

7. Recommandation 66.2<sup>2</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

8. Recommandation 66.3<sup>3</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.

9. Recommandation 66.4<sup>4</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation, qui n'est pas réalisable compte tenu des capacités et des ressources limitées dont elle dispose actuellement.

10. Recommandation 66.5<sup>5</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation, qui n'est pas réalisable compte tenu des capacités et des ressources limitées dont elle dispose actuellement.

---

<sup>1</sup> Establish a committee to study human rights conventions in order to pave the way for acceding to such conventions (Libyan Arab Jamahiriya).

<sup>2</sup> Make a long-term plan for the ratification or accession, step by step, to all core international human rights instruments (Slovenia).

<sup>3</sup> Consider the possibility of ratifying other core human rights instruments (Algeria).

<sup>4</sup> Ratify all core human rights treaties as soon as possible (Hungary); ratify the other pending universal human rights treaties (Chile).

<sup>5</sup> Sign and ratify the ICCPR and the ICESCR (Norway); accede to the core international human rights instruments namely the ICCPR and the ICESCR (Maldives); ratify other principal international human rights instruments, particularly the ICCPR and the ICESR (Slovakia).

11. Recommandation 66.6<sup>6</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation, qui n'est pas réalisable compte tenu des capacités et des ressources limitées dont elle dispose actuellement.

12. Recommandation 66.7<sup>7</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation, qui n'est pas réalisable compte tenu des capacités et des ressources limitées dont elle dispose actuellement.

13. Recommandation 66.8<sup>8</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation, qui n'est pas réalisable compte tenu des capacités et des ressources limitées dont elle dispose actuellement.

14. Recommandation 66.9<sup>9</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation, qui n'est pas réalisable compte tenu des capacités et des ressources limitées dont elle dispose actuellement.

## B. Réforme législative

15. Kiribati reconnaît que le Code pénal et d'autres lois qui ont une incidence directe ou indirecte sur les droits et les intérêts des enfants et sur les droits de l'homme en général auraient dû faire l'objet d'une réforme depuis longtemps. Un personnel qualifié et le développement de l'infrastructure (lieux de détention pour jeunes délinquants, écoles, services médicaux, etc.) sont, par exemple, nécessaires d'urgence pour la mise en œuvre intégrale de la Convention relative aux droits de l'enfant. Comme c'est le cas pour d'autres institutions dans le domaine juridique, le manque de ressources et de capacités constitue un obstacle majeur. Quoi qu'il en soit, les efforts en vue de la réforme de la législation sur la protection de l'enfance ont commencé en janvier 2010.

16. Recommandation 66.10<sup>10</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

17. Recommandation 66.11<sup>11</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

18. Recommandation 66.12<sup>12</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.

<sup>6</sup> Sign-up to those international human rights instruments to which it is not yet a party, including the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights; and also become a party to the Rome Statute of the ICC (France).

<sup>7</sup> Sign and ratify the CERD, the ICESCR and its Optional Protocol, the ICCPR and its first Optional Protocol to the ICCPR, the Optional Protocol to the CEDAW, the CAT as well as its Optional Protocol, the two Optional Protocols to the CRC, the Convention on the Rights of Persons with Disabilities and its Optional Protocol, and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Spain); sign and ratify its second Optional Protocol to the ICCPR (Spain).

<sup>8</sup> Ratify the CERD, the ICCPR and its Optional Protocols, the ICESCR, the CAT and its Optional Protocol, the Optional Protocols to the CRC, the Convention on the Rights of Persons with Disabilities and its Optional Protocol, and the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance (Argentina).

<sup>9</sup> Become a party to the ICCPR, the ICESCR, the ICERD, and the CAT, as well as the Rome Statute of the ICC (Canada).

<sup>10</sup> Incorporate the treaties Kiribati ratified into domestic legislation (Turkey).

<sup>11</sup> Further review and harmonize all relevant laws in accordance with the ratified human rights instruments (Indonesia).

<sup>12</sup> Guarantee that its laws and policies are in conformity with the Convention on Elimination of All Forms of Discrimination against Women and take measures to combat practices which perpetuate discrimination against women and their marginalization, particularly with regard to their inheritance and citizenship, and adopt specific legislation properly penalizing domestic violence, and promoting participation of women in political life (France).

19. Recommandation 66.13<sup>13</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation.
20. Recommandation 66.14<sup>14</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
21. Recommandation 66.15<sup>15</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
22. Recommandation 66.16<sup>16</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. La Constitution protège les droits de tous les citoyens.
23. Recommandation 66.17<sup>17</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
24. Recommandation 66.18<sup>18</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
25. Recommandation 66.19<sup>19</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. Les efforts en vue de la réforme de la législation sur la protection de l'enfance ont débuté et progressent.
26. Recommandation 66.20<sup>20</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
27. Recommandation 66.21<sup>21</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation. Les châtiments corporels sont interdits à l'école.
28. Recommandation 66.22<sup>22</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
29. Recommandation 66.23<sup>23</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation. La société kiribatienne est tolérante et il n'y a jamais eu de poursuites pour cause de relations entre personnes du même sexe.

### C. Institutions de défense des droits de l'homme

30. Il n'y a pas, à Kiribati, d'organe ayant spécifiquement pour but de défendre les droits de l'homme. Le pays dispose toutefois d'un réseau très actif d'organisations de la société civile et d'organisations religieuses qui mettent notamment l'accent sur l'éducation et la sensibilisation dans le domaine des droits de l'homme. Le ministère public et le bureau de l'Avocat du peuple mettent à la disposition du public des informations sur différents

<sup>13</sup> Withdraw its reservations to the CRC and fully incorporate the instrument into its national legislation, as well as consider the ratification of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the sale of children, child prostitution and child pornography (Slovakia).

<sup>14</sup> Take necessary measures to bring its national legislations in conformity with its international obligations under CEDAW and CRC (Algeria).

<sup>15</sup> Continue its efforts to promote and protect the rights of women and children in accordance with the obligations of the CEDAW and the CRC (Philippines).

<sup>16</sup> Ensure that human rights are afforded full legal protection (Australia).

<sup>17</sup> Enact appropriate legislation that addresses violence against women after consultation with relevant stakeholders (the Netherlands).

<sup>18</sup> Expand its definition of the concept of rape that clearly prohibits sexual harassment and also defines domestic violence in its criminal law (Argentina).

<sup>19</sup> Proceed with Child Protection Legislative Reform (Australia).

<sup>20</sup> Review and transform the 1977 Penal Code with regard to violence against children, sexual abuse and exploitation, abduction, sales and trafficking (Germany).

<sup>21</sup> Adopt effective measures to bring its national legislation, including customary law, into line with the provisions and principles of the CRC, particularly in the area of child protection and the prevention of corporal punishment, child abuse and child pornography (Argentina).

<sup>22</sup> Review its legislation to ensure that restrictions on the freedom of expression do not go beyond those permitted by the ICCPR, even though Kiribati has not yet ratified it (the Netherlands).

<sup>23</sup> Decriminalize homosexuality by abrogating the legal provision which currently penalizes sexual relations with persons of the same sex and sign up to the joint statement made in the General Assembly in December 2008 on human rights, sexual orientation and gender identity (France).

aspects des droits de l'homme. Pour des raisons liées essentiellement au manque de ressources, Kiribati soutient l'initiative visant à créer un bureau régional des droits de l'homme dans le Pacifique.

31. Recommandation 66.24<sup>24</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation. Pour le moment, la création d'une institution régionale des droits de l'homme est jugée plus opportune.

32. Recommandation 66.25<sup>25</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation. Pour le moment, la création d'une institution régionale des droits de l'homme est jugée plus opportune. L'aide financière ou technique extérieure peut être consacrée à des programmes de sensibilisation aux droits de l'homme selon que de besoin.

33. Recommandation 66.26<sup>26</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation. Pour le moment, la création d'une institution régionale des droits de l'homme est jugée plus opportune.

34. Recommandation 66.27<sup>27</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.

35. Recommandation 66.28<sup>28</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.

36. Recommandation 66.29<sup>29</sup>: Kiribati n'accepte pas cette recommandation. Pour le moment, la création d'une institution régionale des droits de l'homme est jugée plus opportune.

#### **D. Sensibilisation aux droits**

37. Kiribati encourage activement les partenariats avec la société civile pour favoriser le respect et l'exercice de l'ensemble des libertés et des droits fondamentaux de l'homme par tous les citoyens de Kiribati.

38. Recommandation 66.30<sup>30</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

39. Recommandation 66.31<sup>31</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

<sup>24</sup> Establish a national human rights institution, accredited by the International Coordinating Committee of National Human Rights Institutions (Germany); establish a national human rights institution in accordance with the Paris Principles (Canada).

<sup>25</sup> Make greater efforts to establish a national institution for human rights and cooperate with the Office of the High Commissioner for Human Rights and other relevant UN organs, and call on the international community to extend necessary financial support in order to achieve this objective (Libyan Arab Jamahiriya).

<sup>26</sup> Promptly establish a National Human Rights Institution that operates in accordance with the Paris Principles, seeking international assistance as necessary (United Kingdom).

<sup>27</sup> Consider, with the support of the international community, the establishment of a national human rights institution (Philippines).

<sup>28</sup> Seek from the international community and UN specialized agencies the requisite technical assistance to establish a national human rights institution as well as to overcome the challenges and constraints listed in the national report (Algeria).

<sup>29</sup> Establish a national institution for human rights in accordance with the Paris Principles, for which seek international technical cooperation if necessary (Mexico).

<sup>30</sup> Institute mechanisms to effectively secure the human rights of all its citizens, including awareness-raising activities (Japan).

<sup>31</sup> Raise awareness of human rights value and their respect through the media and through educational means, as well as violence against women (Libyan Arab Jamahiriya).

## **E. Plan national de développement pour la période 2008-2011**

40. Recommandation 66.32<sup>32</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
41. Recommandation 66.33<sup>33</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. L'État apporte un soutien financier, même si celui-ci est limité, à l'école pour les handicapés.

## **F. Politique concernant le travail des enfants**

42. Recommandation 66.34<sup>34</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.

## **G. Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

43. Recommandation 66.35<sup>35</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
44. Recommandation 66.36<sup>36</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
45. Recommandation 66.37<sup>37</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.

## **H. Égalité et inégalité entre les sexes**

46. La Constitution de Kiribati reconnaît à chacun le droit de jouir des libertés et droits fondamentaux de la personne, sans discrimination fondée sur la race, le lieu d'origine, l'opinion politique, la couleur, la croyance ou le sexe, mais sous réserve du respect des droits d'autrui, de l'intérêt public et de toute restriction énoncée dans la disposition garantissant le droit. Parmi les droits protégés figurent les droits à la vie et à la liberté, à la liberté de conscience, d'expression, d'association et de circulation et à la protection de la loi. L'absence notable, dans les dispositions sur la discrimination, de toute protection contre la discrimination fondée sur le sexe ou le genre est reconnue par l'État. Les tentatives pour modifier ces dispositions de la Constitution n'ont pas abouti.

47. Recommandation 66.38<sup>38</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
48. Recommandation 66.39<sup>39</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
49. Recommandation 66.40<sup>40</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.

---

<sup>32</sup> Accelerate, as appropriate, the pursuit of the worthy objectives set out in the National Development Plan 2008 – 2011 (Algeria).

<sup>33</sup> Extend Government funding to schools for persons with disabilities (Canada).

<sup>34</sup> Establish a comprehensive child labour policy (Germany).

<sup>35</sup> Urgently strengthen its commitment to the international human rights system in order to receive specialized help through extending a standing invitation to all Special Procedures (Spain).

<sup>36</sup> Consider extending a standing invitation to all special procedures of the Human Rights Council (Latvia).

<sup>37</sup> Issue a standing invitation to the Special Procedures (Canada); extend a standing invitation to the Special Procedures mandate holders (Chile).

<sup>38</sup> Intensify its efforts to include gender as a discrimination ground in the Constitution (Norway).

<sup>39</sup> Amend the Constitution to include sex and gender as prohibited grounds of discrimination (Slovenia); amend its Constitution to include sex and gender as prohibited grounds of Discrimination (New Zealand).

<sup>40</sup> Amend its Constitution and domestic legislation to prohibit discrimination on the basis of gender to bring it into line with its CEDAW obligations (United Kingdom).

50. Recommandation 66.41<sup>41</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
51. Recommandation 66.42<sup>42</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
52. Recommandation 66.43<sup>43</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation. Certaines pratiques coutumières sensibles devront faire l'objet de négociations.
53. Recommandation 66.44<sup>44</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation. Certaines pratiques coutumières sensibles devront faire l'objet de négociations.
54. Recommandation 66.45<sup>45</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
55. Recommandation 66.46<sup>46</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. Un processus dans ce sens a été engagé dans le contexte de l'incorporation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans la législation nationale.
56. Recommandation 66.47<sup>47</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
57. Recommandation 66.48<sup>48</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
58. Recommandation 66.49<sup>49</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
59. Recommandation 66.50<sup>50</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
60. Recommandation 66.51<sup>51</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. Les coutumes, les traditions et les lois de Kiribati ne sont pas discriminatoires à l'égard des enfants handicapés, ni d'aucun enfant au demeurant.
61. Recommandation 66.52<sup>52</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation. Certains domaines inhérents à la culture, comme le droit successoral, seront particulièrement délicats à traiter.

<sup>41</sup> Amend its Constitution so as to expand the prohibited grounds of discrimination to include not only gender, but sexual orientation, disability, health status and economic status (the Netherlands).

<sup>42</sup> Fully implement, once adopted, a draft amendment to the Constitution that would protect against discrimination on the basis of sex and gender, and which would seek to protect women's and children's rights regarding family law, sexual offences, domestic violence, property, right to work, and inheritance law (United States).

<sup>43</sup> Abolish all provisions of laws and regulations that do not provide equality of rights to women (Hungary).

<sup>44</sup> Amend laws and change policies and practices which either expressly discriminate against or perpetuate the discrimination and marginalisation of women (New Zealand).

<sup>45</sup> Amend its laws, including the Bill of Rights, to protect against discrimination on the basis of sex and to prohibit violence against women, including domestic violence (Canada).

<sup>46</sup> Adopt policies and measures to guarantee the rights of women in the social, economic and cultural fields without any form of discrimination (Chile).

<sup>47</sup> Approve laws and implement programmes that ensure the elimination of gender inequality, in particular access to dignified working conditions, credit, land ownership and basic social services (Mexico).

<sup>48</sup> Adopt additional legislative measures on gender equality to ensure equal participation for women in all decision making positions in all areas of public administration (Spain).

<sup>49</sup> Promote and support the participation of women in decision-making at all levels (New Zealand).

<sup>50</sup> Adopt effective measures to overcome the inequality affecting women in accordance with the provisions of the CEDAW and recommendations of UNDP/UNIFEM (Argentina).

<sup>51</sup> Take all necessary measures to address all forms of discrimination, including social discrimination and discrimination against children with disabilities in remote areas (Germany).

<sup>52</sup> Review and amend all relevant legislation, including family law, inheritance law and domestic nationality and citizenship law, and the application thereof, in order to ensure equality between the sexes and compliance with the CEDAW (Norway).

62. Recommandation 66.53<sup>53</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation. La difficulté sera notamment de convaincre les Églises, qui gèrent la plupart des établissements d'enseignement secondaire du pays, à adopter une pratique étrangère à leurs croyances et à la culture locale.
63. Recommandation 66.54<sup>54</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
64. Recommandation 66.55<sup>55</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
65. Recommandation 66.56<sup>56</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
66. Recommandation 66.57<sup>57</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. Les services de la police de Kiribati ont mis en place une nouvelle unité chargée de traiter les affaires de violence domestique. Les membres de cette unité ont reçu une formation appropriée dans ce domaine.
67. Recommandation 66.58<sup>58</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. Il existe désormais un réseau destiné aux femmes («safenet») dont l'objectif est de fournir une aide aux victimes de la violence domestique.
68. Recommandation 66.59<sup>59</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
69. Recommandation 66.60<sup>60</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. La formation des policiers de Kiribati dans ces domaines a déjà commencé et se poursuit.

## I. Convention relative aux droits de l'enfant

70. Recommandation 66.61<sup>61</sup>: Kiribati accepte cette recommandation. La Convention relative aux droits de l'enfant a été incorporée à la législation interne.
71. Recommandation 66.62<sup>62</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
72. Recommandation 66.63<sup>63</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.

---

<sup>53</sup> Ensure that all girls and women are accepted as students independent of their status as engaged, married or pregnant (Norway).

<sup>54</sup> Eliminate all forms of de facto discrimination against children coming from economically disadvantaged families (Turkey).

<sup>55</sup> Take urgent steps to prevent and punish violence against women in all its manifestations (Hungary).

<sup>56</sup> Take further measures towards eliminating violence and discrimination against women, including by criminalizing sexual harassment (Sweden).

<sup>57</sup> Undertake further work to ensure that the law is adequate to prosecute for domestic violence and that these laws are properly enforced through, for example, increased police capacity building and the appointment of female officers (New Zealand).

<sup>58</sup> Make available better support networks to protect women victims (New Zealand).

<sup>59</sup> Proceed with National Plans of Action on disabilities and on eliminating violence against women (Australia).

<sup>60</sup> Train the police in regard to domestic and sexual violence against women (Germany).

<sup>61</sup> Implement outstanding legislative reform to prevent violence against children and child abuse in accordance with its obligations under the Convention on the Rights of the Child (United Kingdom).

<sup>62</sup> Take further action to ensure that children who have been subjected to sexual exploitation are treated as victims and that the perpetrators are brought to justice (Sweden).

<sup>63</sup> Adopt and implement Penal Code reforms and other measures in compliance with international human rights standards to combat violence against children in all its forms, and provide adequate reintegration and rehabilitation for the victims (Slovakia).



73. Recommandation 66.64<sup>64</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
74. Recommandation 66.65<sup>65</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
75. Recommandation 66.66<sup>66</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation. La difficulté sera d'interdire les châtiments corporels dans la famille.
76. Recommandation 66.67<sup>67</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation.
77. Recommandation 66.68<sup>68</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
78. Recommandation 66.69<sup>69</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
79. Recommandation 66.70<sup>70</sup>: Kiribati est disposée à étudier cette recommandation. Les femmes et les hommes peuvent être détenus dans une même prison, mais ils y occupent des espaces séparés.
80. Recommandation 66.71<sup>71</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

## J. Santé

81. Recommandation 66.72<sup>72</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
82. Recommandation 66.73<sup>73</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
83. Recommandation 66.74<sup>74</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

<sup>64</sup> Take further action to ensure children their human rights under the Convention on the Rights of the Child, including by establishing an effective mechanism to receive, monitor and investigate reports of child abuse and neglect (Sweden).

<sup>65</sup> Take all necessary measures to prevent and combat violence and maltreatment against children by setting up an effective mechanism to collect, process, and investigate complaints by promoting awareness, heightening campaign, and providing adequate protection of victims; and review and modify the articles of the 1977 Criminal Code concerning violence against children and sexual exploitation, and sale and trafficking of children (France).

<sup>66</sup> Prohibit corporal punishment of children at home, school, penal institutions, alternative care settings, and as traditional forms of sentencing (Slovenia).

<sup>67</sup> Explicitly prohibit, in all fields, corporal punishment for children and adolescents particularly in view of section 226 of the Penal Code, which permits "reasonable punishments" in penal institutions and by decree of Island Councils (Chile).

<sup>68</sup> Enhance the enjoyment of the right to education particularly for girls, as well as address the issue of sexual abuse and exploitation of children (Algeria).

<sup>69</sup> Ensure the full implementation of juvenile justice standards (Germany).

<sup>70</sup> Cease immediately the practice of not segregating women, children and men in prison facilities (New Zealand).

<sup>71</sup> Adopt policies and measures to combat child labour and commercial exploitation of children in accordance with the recommendations made by the Committee on the Rights of the Child (Chile).

<sup>72</sup> Continue implementing programmes aimed at ensuring that all its people have free quality health and education services (Cuba).

<sup>73</sup> Strengthen efforts to combat the spread of HIV/AIDS (Germany).

<sup>74</sup> Provide training to medical doctors and cooperate with international organizations, especially World Health Organisation and members of the international community, in obtaining vaccinations to combat HIV/AIDS and to prevent its spread (Libyan Arab Jamahiriya).

## **K. Éducation**

- 84. Recommandation 66.75<sup>75</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
- 85. Recommandation 66.76<sup>76</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
- 86. Recommandation 66.77<sup>77</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
- 87. Recommandation 66.78<sup>78</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
- 88. Recommandation 66.79<sup>79</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.

## **L. Environnement**

- 89. Recommandation 66.80<sup>80</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
  - 90. Recommandation 66.81<sup>81</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
  - 91. Recommandation 66.82<sup>82</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
  - 92. Recommandation 66.83<sup>83</sup>: Kiribati accepte cette recommandation.
- 

---

<sup>75</sup> Further strengthen its educational system to guarantee unrestricted access to education to every member of the population (Slovakia).

<sup>76</sup> Increase the budgetary allocations to ensure equal access to free and quality primary education in all regions and improve the physical infrastructure of the schools, including teaching materials (Slovenia).

<sup>77</sup> Earmark a larger budget for the educational sector and revise existing educational legislation in order to ensure access to primary education for children of all regions (Mexico).

<sup>78</sup> Upgrade the efficiency and skills of teachers (Libyan Arab Jamahiriya).

<sup>79</sup> Consider developing human rights education and training programmes in the context of upgrading its national education system (Philippines).

<sup>80</sup> Redouble efforts and pursue activities aimed at the respect for environmental legislation (Morocco).

<sup>81</sup> Study the possibility of developing a national environmental charter or similar instrument to define the role and responsibilities as well as coordination of action by all relevant parties, including civil society (Morocco).

<sup>82</sup> Actively pursue international cooperation to adapt to the adverse effects of climate change (Philippines).

<sup>83</sup> Involve civil society, including human rights NGOs, in follow-up to this review, especially in addressing gender discrimination and domestic violence (United Kingdom).